

TEMPS FORTS

ème

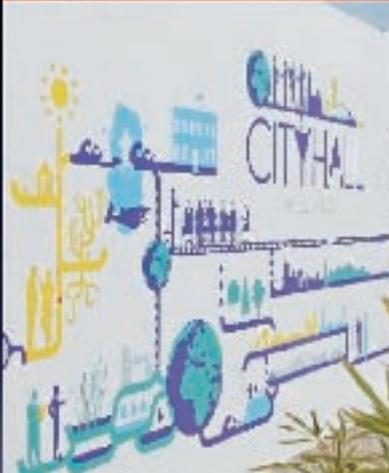


FORUM MONDIAL DE L'EAU

12 > 17 mars 2012
MARSEILLE - FRANCE

LE TEMPS DES SOLUTIONS





6TH WORLD WATER FORUM



173 pays représentés

Plus de *400* sessions

35 000 entrées

Près de *900* journalistes
venus des *5* continents

Sommaire

Les Temps Forts du Forum de Marseille

LE TEMPS DES SOLUTIONS	P 1-4
DES SOLUTIONS AUX ENGAGEMENTS	P 5-6
EVENEMENTS MAJEURS	P 7-10
TEMPS FORTS POLITIQUES	P 11-14
TEMPS FORTS REGIONAUX	P 15-18
TEMPS FORTS THEMATIQUES	P 19-22
RACINES & CITOYENNETE	P 23-26
EVENEMENTS PARALLELES / EXPOSITION	P 27-29

Le Temps des Solutions



Plus de **1 400** solutions
recueillies sur la Plateforme des Solutions

60 000 visiteurs
de **189** pays

350 à 400 visiteurs chaque jour

1 600 membres actifs
sur solutionsforwater.org



Assurer le bien-être de tous	1.1	Garantir l'accès à l'eau pour tous et le Droit à l'Eau	207
	1.2	Améliorer l'accès à l'assainissement intégré pour tous	146
	1.3	Améliorer l'hygiène et la santé grâce à l'eau et à l'assainissement	107
	1.4	Prévenir et répondre aux risques et aux crises liés à l'eau	96
	1.5	Contribuer à la coopération et à la paix grâce à l'eau	139

Contribuer au développement économique	2.1	Equilibrer les différents usages de l'eau par la gestion intégrée	128
	2.2	Contribuer à la sécurité alimentaire par un usage optimal de l'eau	186
	2.3	Harmoniser l'eau et l'énergie	100
	2.4	Promouvoir la croissance verte et valoriser les écosystèmes	103

Maintenir la planète bleue	3.1	Améliorer la qualité des ressources hydriques et des écosystèmes	159
	3.2	Ajuster les pressions et les empreintes des activités humaines sur l'eau	19
	3.3	Faire face aux changements climatiques et globaux dans un monde qui s'urbanise	74

Conditions de succès	CS1	Bonne gouvernance	175
	CS2	Financer l'eau pour tous	92
	CS3	Créer des conditions favorables	108

Afrique	75
Asie-Pacifique	142
Amériques	50
Europe	145
Méditerranée	55
Pays Arabes	32



« Le Temps des Solutions » ne sera pas resté un vain slogan. Bien au contraire, le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau a tenu toutes ses promesses en mettant les solutions et les engagements en faveur de l'eau et de l'assainissement au coeur de sa mission, et en faisant de l'action sa raison d'être.

La plateforme www.solutionsforwater.org, mise en ligne pour recueillir les réponses concrètes aux enjeux de l'eau et de l'assainissement, compte plus de 1 400 solutions réparties sur toute la planète et provenant de tous types d'acteurs. Depuis son lancement, le site a recensé plus de 60 000 visiteurs de 189 pays. Comptant quelque 1 600 membres actifs, la plateforme restera ouverte bien au-delà du Forum, le Conseil mondial de l'eau s'étant engagé à poursuivre son développement et à veiller au suivi des engagements pris à l'occasion de ce 6^{ème} Forum.

Sur ces 1 400 solutions, une centaine a pu être mise en exergue au sein du **Village des Solutions**. Innovation de ce Forum portée par le Conseil mondial de l'eau et par le Comité International du Forum, ce village a permis, dans une atmosphère conviviale, bien éloignée des sessions « classiques », d'incarner la dimension concrète et humaine de l'eau en favorisant les échanges directs et en créant des synergies entre parties prenantes.

Animé exclusivement par des jeunes et bénéficiant d'une identité propre, le Village des Solutions a permis de présenter des solutions extrêmement variées avec l'énorme valeur ajoutée de pouvoir rencontrer les porteurs de solutions et de toucher du doigt les applications terrain, les obstacles rencontrés et les facteurs de réussite.

Avec sept univers différents rassemblés sur une surface extérieure de 4 000 m², le **Village des Solutions** a largement favorisé la sensibilisation des participants au Forum et du grand public à la diversité des solutions pour l'eau au travers d'expositions et d'animations interactives.



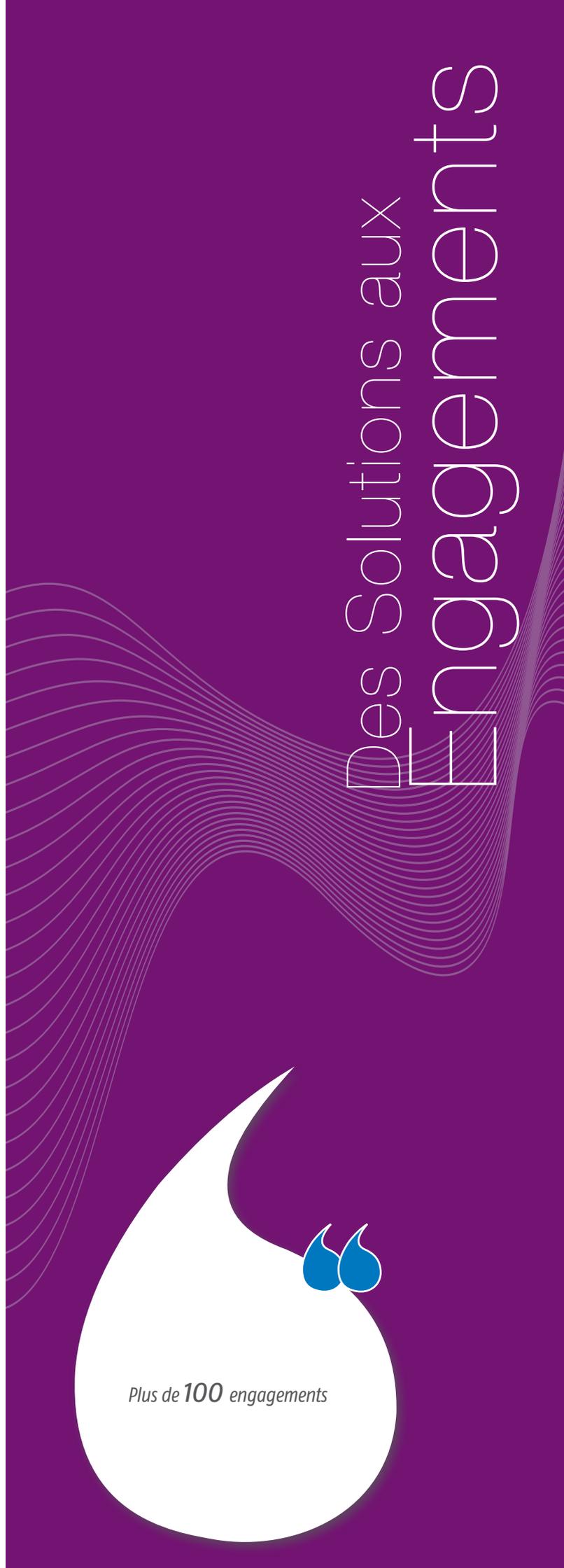
- Dans la Bibliothèque, accueil du Village, les visiteurs ont pu se familiariser avec les enjeux de l'eau dans le monde et découvrir les solutions liées aux savoirs ;
- L'Usine était un réel lieu d'expérimentation. Apprendre en faisant, c'est ce que proposaient les porteurs de solutions présents, qui assuraient des démonstrations techniques de machines aussi variées que le Hippo Roller, Aquaplenty ou l'ensacheuse ;
- La Banque présentait les solutions financières telles qu'un mécanisme de financement durable dans le bassin du Niger ou des mesures sociales en Belgique ;
- Dans l'Ecole, véritable labyrinthe des savoirs, les participants partageaient leurs solutions liées à l'éducation, à la formation et à la sensibilisation, telles que le réseau des irrigants méditerranéens ou le programme éducatif Swash+ existant au Mexique ;
- La Mairie remettait les citoyens au coeur des bonnes pratiques en matière de gouvernance et présentait des solutions politiques telles que la Loi Oudin-Santini de coopération décentralisée ou le cadre de gouvernance pluri-niveaux de l'OCDE ;
- Les solutions mises en oeuvre dans les bidonvilles n'étaient pas en reste, avec les Komités Dlo en Haïti ou le Pee-Poo au Kenya ;
- Enfin, l'Agora a réellement constitué la place publique de ce Village : espace de rassemblement présentant toutes les solutions de manière dynamique et interactive mais aussi espace de détente favorisant des discussions conviviales autour d'un café.

Le Village des Solutions a indéniablement constitué un élément phare de ce 6^{ème} Forum. L'expérience se poursuivra et s'amplifiera. Le Conseil mondial de l'eau s'y est engagé et le fera vivre à travers le monde afin que les solutions soient partagées, disséminées et enrichies le plus largement possible.





Des Solutions aux Engagements



Des solutions aux engagements : Conserver la dynamique et la diversité au-delà du Forum

La collecte des engagements pour l'eau, rendue possible grâce au succès de la Plateforme des Solutions et à la motivation grandissante de la Communauté du Forum, a été un des succès de ce 6^{ème} Forum. Plus de 100 engagements ont vu le jour au cours de ce Forum et ont été rendus visibles par une large gamme de rapports, déclarations et produits de session, dans des vidéos (souvent spontanément), dans le Village des Solutions... Ces engagements ont été formulés jusqu'à la dernière minute de la « Session des Engagements » du Vendredi (et même après). Alors que l'on pensait initialement le projet ambitieux, une session dynamique et interactive sur les Engagements a montré que l'ensemble des acteurs du Forum étaient prêts à s'engager de façon significative et concrète. Une grande diversité d'engagements a été exprimée clairement, encourageant ainsi bon nombre de personnes à réfléchir, à adhérer, à participer.

Quelques engagements :

- Des élèves d'un lycée de Marseille se sont engagés à sensibiliser leur communauté à une utilisation améliorée de l'eau ;
- Les ministres africains des finances et de l'eau se sont engagés à financer l'initiative « African Water Facility », les services africains de l'eau ;
- L'Alliance Latine Américaine pour le Financement sur l'Eau (incluant la Banque Interaméricaine de Développement, 'Global Environment Facility', 'The Nature Conservancy' et la Fondation FEMSA) engage 27 millions de dollars pour créer et mettre en place au moins 32 Fonds pour l'Eau en Amérique Latine et dans les Caraïbes ;
- Le mouvement des jeunes pour l'eau, Water Youth Movement, s'est engagé à créer du lien entre les initiatives, à informer les générations à venir et à impliquer plus fortement les jeunes ;
- La signature du Pacte Mondial pour une Meilleure Gestion des Bassins par 69 organisations de bassins de tous pays, y compris les 12 agences de bassin françaises ;
- Les ministres de l'eau du Soudan et du Sud-Soudan ont déclaré conjointement que l'eau fera le lien entre les deux pays ;
- La coalition, Effet Papillon, qui regroupe diverses organisations de la société civile, a réitéré son engagement pour la mise en œuvre du droit à l'eau ;
- La liste est longue, tout comme la liste des personnes impliquées, représentant toutes les régions du monde, des gouvernements à tout niveau, la société civile, la communauté scientifique, le secteur privé...
• Etc.

Désireux de continuer sur cette lancée et de profiter de cet élan, le Conseil mondial de l'eau s'est engagé à continuer à faire vivre la Plateforme des Solutions.

Les Engagements ont également leur place sur la Plateforme des Solutions afin que toute la communauté du Forum puisse en suivre la mise en œuvre.

www.solutionsforwater.org



Evénements Majeurs



*10 panels de haut niveau
rassemblant jusqu'à 500 personnes*

3 sessions spéciales

2 débats sur l'eau



Evénements majeurs : Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau prend un nouveau sens

Des événements de haut niveau lors de la journée d'ouverture

Plusieurs tables rondes de haut niveau ont stimulé la journée d'ouverture du Forum. Plusieurs intervenants de haut niveau ont commencé par livrer leur propre message : François Fillon – premier ministre de la République Française, Ban KI-MOON – secrétaire général des Nations unies, par message vidéo, Michel JARRAUD – secrétaire général de l'Organisation Mondiale de Météorologie et président de UN-Water, Mr. Abdel-Ilah Benkiran – Chef du gouvernement du Maroc, SAS Prince Albert II de Monaco, Mahamadou Issoufou – Président de la République du Niger, Hwang-sik Kim – premier ministre de la République de Corée, Mikhaïl Gorbatchev – président de Green Cross International, SAS Prince d'Orange – président de l'UNSGAB Eau & Assainissement, Angel Gurría – secrétaire général de l'OCDE, Peter Brabeck-Letmathe – président de Nestlé Group, Julia Marton-Lefèvre – directrice générale de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, Peter Voser – président directeur général de Royal Dutch Shell.

Puis, plusieurs conférences de haut niveau ont porté notamment sur Rio+20 – La Conférence des Nations unies pour le Développement Durable, le dessalement dans la Bande de Gaza, l'Année Européenne de l'Eau et le lancement du 4^{ème} Rapport de Développement du Programme d'Evaluation de l'Eau au niveau Mondial.

Les orateurs ont rappelé l'importance de l'eau dans le contexte de Rio+20. Ce Sommet peut jouer un rôle majeur non seulement pour renforcer la coordination mondiale entre les acteurs de l'eau mais aussi pour aider à la mise en œuvre de leurs politiques.



La crise hydrique qui frappe la Bande de Gaza est non seulement un sujet d'inquiétude dans les Territoires Palestiniens Occupés, mais aussi pour la région méditerranéenne dans son ensemble. Avec des ressources provenant d'un aquifère côtier supportant 35% des besoins, la région nécessite des sources d'eau potable supplémentaires. Le dessalement permettrait de fournir des quantités d'eau suffisantes. Le premier ministre palestinien, Salam Fayyad, a plaidé en faveur du soutien des Autorités Palestiniennes à ce projet. La France s'est engagée à soutenir la construction des équipements nécessaires.

L'année 2012 est une année clé en Europe : il s'agit non seulement de « l'Année Européenne de l'Eau », mais aussi du 10^{ème} anniversaire de l'Initiative Européenne pour l'Eau (EUWI) et du 20^{ème} anniversaire de la Convention UNECE sur l'eau et la protection et l'utilisation des cours fluviaux transfrontaliers et des lacs internationaux. Autour du thème du **changement climatique**, certaines parties prenantes ont plaidé en faveur du soutien à des méthodes collaboratives d'adaptation : L'Union Européenne va développer une stratégie d'ici à 2013 et la Commission a proposé d'augmenter de 20% les fonds liés au changement climatique sur son budget total pour la période 2014-2020.





Le 4^{ème} Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en Eau : La gestion de l'eau en période de risque et d'incertitude a permis de mettre au jour différentes tendances en termes de gestion globale et d'utilisation de l'eau, y compris une demande accrue en électricité qui exige donc de plus grandes ressources en eau. La demande en produits alimentaires devrait augmenter de 70% d'ici à 2050 et cette demande, dans les régions souffrant de pénurie d'eau, exige la mise en place de méthodes productives et durables de gestion de cette demande en eau. Il convient donc de décloisonner les approches sectorielles et de développer de nouvelles politiques et de nouveaux modèles afin de réduire la pression sur les ressources hydriques.



Au cours de cette semaine, un grand nombre d'événements importants a eu lieu, montrant la recrudescence des enjeux liés à l'eau et ce aux plus hauts niveaux des institutions, publiques comme privées, aux quatre coins du globe.

Lors des 10 panels de haut niveau et des 3 sessions spéciales, des dizaines de ministres, de directeurs d'ONG, de PDG de multinationales, de présidents d'instituts de recherche et d'éminents chercheurs ont participé à l'enrichissement des discussions.

Un tel niveau de participation n'avait jamais été rencontré lors d'un Forum Mondial de l'Eau par le passé. Certains panels ont rassemblé plus de 500 personnes, montrant ainsi l'intérêt des participants. Ils ont rassemblé d'éminentes personnalités du secteur public et privé. Un des objectifs était d'examiner les changements attendus au-delà de 2025 et de proposer une feuille de route réaliste sur la meilleure réponse à apporter. Il a été notamment proposé de créer un statut international pour la protection écologique des rivières et des systèmes aquatiques afin d'améliorer la biodiversité aquatique et la gestion des sédiments.



10 panels de haut niveau :

Gouvernance mondiale de l'Eau

Eau et Sécurité alimentaire

L'avenir de l'eau dans le monde au-delà de 2025

Faire des droits à l'eau potable et à l'assainissement une réalité pour tous

Les infrastructures du secteur de l'eau, facteur du développement dans les grands pays

Rareté de l'eau dans les zones arides

Trouver de nouveaux financements pour l'eau et l'assainissement

Eau et Croissance verte

L'Eau et les Catastrophes

Nexus Eau, Alimentation, Energie

3 Sessions spéciales :

L'eau et l'avenir de l'humanité

Réservoirs et développement durable

L'eau sur le territoire Ouest des Etats-Unis d'Amérique : 150 ans de stratégies d'adaptation



2 débats sur l'Eau ont été organisés durant cette semaine, initiative innovante, pour créer des ponts entre des points de vue opposés. Le premier débat a abordé le sujet de l'approvisionnement en eau et en assainissement par le secteur public ou privé.

Le second débat a exploré différentes perspectives concernant le rôle des retenues artificielles pour lutter contre le changement climatique. Une des conclusions a été que, dans le contexte d'adaptation au changement climatique, le stockage de l'eau constitue une solution permettant de faire face tant aux sécheresses sévères qu'aux inondations catastrophiques.





15 chefs d'Etat,
de gouvernements,
d'agences Onusiennes et
commissaires européens

112 ministres, vice-ministres et
secrétaires d'Etat



176 délégations nationales et
organisations internationales
soutenant la
Déclaration Ministérielle

1 conférence ministérielle
12 tables rondes ministérielles

Temps Forts Politiques



Temps forts politiques : Progrès politiques sur l'eau

La Conférence Ministérielle : Progrès politiques sur l'eau

Le 13 mars 2012, 145 pays, 112 ministres, vice-ministres et secrétaires d'Etat ont adopté la Déclaration Ministérielle du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Cette déclaration montre qu'il existe un consensus international concernant le droit à l'eau et à l'assainissement. Les gouvernements se sont engagés à accélérer l'accès à une eau saine et potable ainsi qu'à l'assainissement, conformément aux résolutions de l'ONU. Il s'agit d'un progrès sans précédent par rapport aux précédents accords ministériels. La Déclaration met également en avant l'importance d'une approche globale de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire afin de garantir une croissance économique durable, la sécurité alimentaire et la création d'emplois. La Conférence Ministérielle a rappelé l'importance de comprendre la nature économique, sociale et environnementale de l'eau, ainsi que la nécessité de mettre en place une gouvernance et des moyens de financements adéquats ainsi que des cadres de coopération. Les ministres ont soutenu la promotion d'expériences fructueuses et de solutions intégrées afin d'atteindre les Objectifs de Développement pour le Millénaire d'ici à 2015.

En amont de la Conférence Ministérielle, 12 tables rondes de haut niveau ont permis aux gouvernements de discuter de facteurs-clés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, notamment : adaptation au changement climatique, application du droit à l'eau et à l'assainissement, eaux transfrontalières, eau pour le développement en Afrique, sécurité hydrique et durabilité ainsi que le lien eau-énergie. Les principaux défis et les principales opportunités liés à chaque thème ont fait l'objet de discussions et les solutions mais aussi le suivi ont alors été présentés au cours de la Conférence Ministérielle. Les recommandations-clés à l'issue de ces discussions seront reprises aux discussions de Rio+20 par les principaux gouvernements.

La Conférence Parlementaire : un Manifeste significatif

Quelques 250 parlementaires du monde entier se sont engagés vis à vis de solutions de gouvernance de l'eau et ont adopté un Manifeste ainsi qu'une feuille de route au cours de la Conférence Parlementaire. Le Manifeste renouvelle notamment son soutien au « Helpdesk », centre d'assistance sur les législations de l'Eau, créé par le Conseil mondial de l'eau. L'objectif est d'aider les parlementaires nationaux à partager leur expertise sur les bonnes pratiques en termes de gouvernance de l'eau.

De plus, cette conférence a permis de :

- Soutenir le rôle-clé joué par les parlementaires dans la rédaction, le vote et la surveillance des législations et budgets nationaux en lien avec l'eau et
- D'améliorer la mobilisation des parlementaires sur la gouvernance de l'eau via des processus politiques sur des sujets en lien avec le Développement Durable et les Objectifs de Développement pour le Millénaire. Enfin, un conseil interministériel de la Ligue Arabe a approuvé l'expérience d'une plateforme de partage ; le Parlement Panafricain s'est engagé à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les régions négligées ; le Parlement Européen a présenté une résolution sur les 3 directions stratégiques et conditions de réussite du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau et a demandé à son Président de transmettre cette résolution au Conseil Européen, à la Commission Européenne, aux gouvernements et parlements ainsi qu'au Secrétaire général et aux Etats membres des Nations unies.



Les autorités locales et régionales accroissent les efforts sur le terrain

Au cours du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, plus de 350 représentants élus au niveau local et régional, venant des 5 continents, se sont rencontrés afin de renforcer la mobilisation internationale des autorités locales et régionales quant aux problèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, mais aussi afin de renforcer les engagements pris via le Pacte d'Istanbul sur l'Eau. Dans le cadre du processus politique du Forum, le Conseil mondial de l'eau et les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) ont organisé la 3^{ème} Conférence Internationale sur l'Eau pour les Autorités Locales et Régionales. Avec 12 sessions thématiques, la conférence a présenté les avancées réalisées grâce au Pacte d'Istanbul depuis son adoption au 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau en 2009, et a permis aux participants d'adopter un «**Message**» Commun sur les sujets-clés tels que l'eau et l'urbanisation, la coopération et la solidarité ainsi que sur la gouvernance régionale.

Au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, le Pacte d'Istanbul avait recueilli plus de 1 100 signatures de collectivités locales et régionales qui se sont engagées à développer, surveiller et examiner les plans d'action en faveur d'une gestion durable de l'approvisionnement en eau. Cela a permis d'accélérer la mobilisation en faveur d'une gouvernance durable au niveau local. Le Pacte réaffirme le besoin de contrôle de l'eau au niveau local pour le bien public et appelle à des mesures d'urgence pour une adaptation au changement climatique et à l'urbanisation croissante. Il a été mis en évidence que les autorités locales et régionales jouent un rôle crucial dans le soutien aux systèmes décentralisés de gestion de l'eau et dans le développement de solutions aux problèmes d'eau.

Les dialogues se concentrent sur la gouvernance à plusieurs niveaux, une nouvelle étape pour le Forum

Six dialogues régionaux pour l'Afrique, l'Asie-Pacifiques, les Amériques, les Etats arabes, l'Europe et la Méditerranée ont permis d'aborder des sujets importants en terme d'eau et d'assainissement, des sujets importants pour chaque région avec un intérêt tout particulier sur les solutions de gouvernance à plusieurs niveaux. La gamme de sujets abordés était importante pour les dialogues : des eaux transfrontalières à l'eau et la sécurité alimentaire en milieu urbain. La gouvernance, la durabilité environnementale et les mécanismes solidaires ont été abordés également.

Les messages-clés étaient que la coordination et la coopération entre les acteurs à différents niveaux de gouvernance est essentielle afin de mettre en place une gestion de l'eau efficace. Par exemple, afin d'assurer une bonne complémentarité dans les activités, le besoin de rôles et de responsabilités clairement définis à chaque niveau de gouvernance a été mis en évidence. Pour obtenir une coopération régionale efficace, il convient que les chefs d'Etat fournissent leur soutien, c'est une condition sine qua non dans la réussite des initiatives locales. Le rôle de la société civile pour une bonne gouvernance a été rappelé en reconnaissant qu'il est vital en termes de transparence et d'inclusion des citoyens dans la gestion des ressources hydriques.

6 dialogues :
échanges entre
les autorités ministérielles,
parlementaires et locales

Une conférence pour
les autorités locales et régionales
les 14>15 mars

Plus de **350** représentants élus
au niveau local et régional

Une conférence pour
les parlementaires les
15>16 mars

250 parlementaires





M. Cheikh Bamba Diye
Maire de Saint Louis, Sénégal, Président
de la Commission gouvernance de l'AIMF



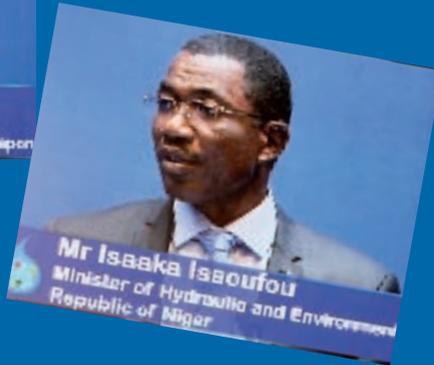
M. Shaddad Attali
Autorité Palestinienne de l'Eau



M. Allou Niang
Président de l'Association des
Régions du Sénégal



M. Ken Okuda
Vice-ministre des Infrastructures,
Territoires, Transport et Tourisme, Japon



Mr Isaka Isoufou
Minister of Hydraulics and Environment
Republic of Niger



Mr Bin Abdullah Bin Mohammed Al Mahruq
Chairman of the Public Authority for Electricity
and Water, Oman



Mr Man Hee Han
Vice-ministre du territoire, des transports
et des affaires maritimes, Corée



Mr Uzi Landau
Minister of Energy and Water
Resources, Israel



M. Eugène Caselli
Président de la Communauté Urbaine
de Marseille (MPM)



M. Mitja Bricej
Directeur de l'Institut de l'Eau
de Slovénie



M. Jaber Ahjabri
Agence de l'Environnement d'Abu
Dhabi



Mrs Maysoon Zoubi
Secretary General of the Ministry of
Water and Irrigation, Jordan



Mr Habib Ouane
Minister of Water and Energy, Mali



M. László Borbely
Ministre de l'Environnement et des
Forêts, Roumanie



M. Marcel Gaucher
Directeur des politiques de l'Eau, Ministre de
l'Environnement et Développement durable, Canada



Mr Vivian Balakrishnan
Minister for the Environment and
Water Resources, Singapore



Plus de **500**
participants sponsorisés

Temps Forts Régionaux



Temps forts

du Processus Régional

Des engagements importants sur le financement afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en Afrique

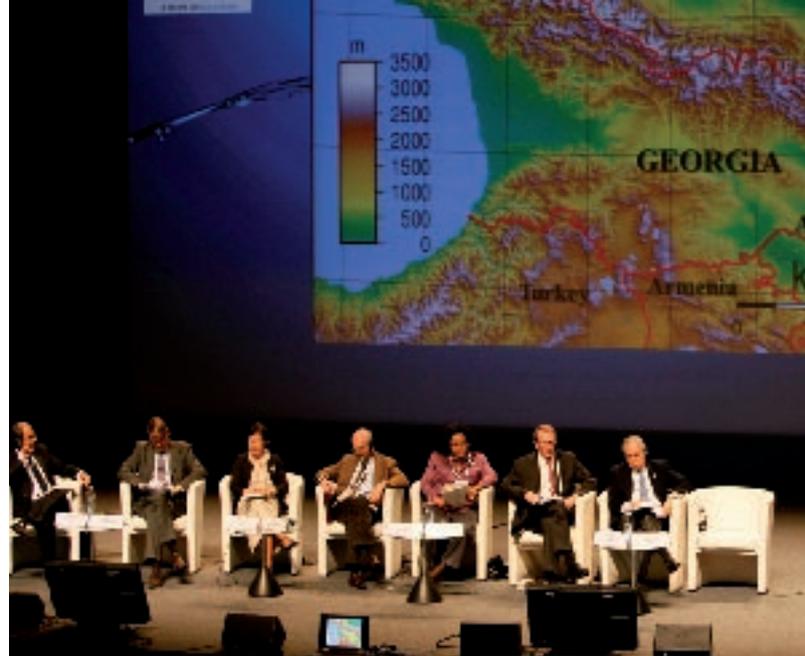
Lors de la Conférence Spéciale sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les zones rurales en Afrique, 33 ministres africains des Finances et de l'Eau ont adopté la **Déclaration de « Partenariat pour le Renforcement de la Sécurité en eau en Afrique »** avec des responsables de haut niveau de la Commission de l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement, la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique et l'AMCOW, ainsi que des délégations gouvernementales et des représentants de la société civile en Afrique, mais également avec d'autres parties prenantes. En outre, plusieurs gouvernements africains (Côte d'Ivoire, République du Congo, Burkina Faso, Tchad et Niger) ainsi que la Suisse et la France, ont annoncé une contribution de 96 millions de dollars afin de soutenir les initiatives susmentionnées. D'autre part, neuf pays du Bassin du Niger se sont engagés à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement afin d'améliorer la qualité de vie de plus de 100 millions de personnes. Par ailleurs, l'initiative « A l'Eau l'Afrique, à l'eau le Monde » a permis de promouvoir l'action et les engagements de 8 pays d'Afrique de l'Ouest.

L'« Universalisation » de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la région Amériques

Les priorités de la région Amériques concernent l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'harmonisation de la législation sur l'eau, la productivité de l'agriculture pluviale et irriguée ainsi que l'adaptation au changement climatique. Dans ce cadre, la Banque Interaméricaine de Développement s'est engagée à soutenir le processus des Amériques financièrement et en apportant un soutien technique non remboursable. Cette approche contribuera à la promotion d'un dialogue pour la conception et l'application de politiques publiques en faveur du Droit de l'Homme à l'eau et à l'assainissement. La CONAGUA et WWF se sont engagés à réviser la première norme nationale relative aux flux environnementaux. Des engagements financiers ont également été formulés : plusieurs organisations et entreprises américaines de l'Alliance latino-américaine des Fonds pour l'Eau se sont engagées à verser 27 millions de dollars afin de créer, mettre en place et capitaliser au moins 32 Fonds pour l'Eau en Equateur, Colombie, au Pérou, au Mexique, dans d'autres pays d'Amérique latine et dans les Caraïbes.

De Marseille à Daegu : leadership en termes de sécurité en eau pour tous

Lors de la session de synthèse régionale de l'Asie-Pacifique, les principales organisations partenaires de ce processus (UN-ESCAP, UN-HABITAT, la FAO et l'UNESCO) ont conclu et réitéré leurs objectifs-cibles, solutions et messages autour du thème de la sécurité en eau au niveau régional, lesquels seront repris lors du 2^{ème} Sommet de l'Eau Asie-Pacifique en 2013 à Bangkok en Thaïlande. Par ailleurs, M. Yoshiro Mori, Président de l'APWF, a souligné l'importance de la gestion des catastrophes naturelles liées à l'eau, renforcée par les événements récents au Japon et en Thaïlande qui ont eu un impact au niveau régional et local. Sur la base de la « Perspective de Développement pour l'Eau en Asie », le représentant de la Banque Asiatique de Développement a formulé 10 messages-clés pour les décideurs. Le Dr. Eun-Kyung Park, représentant le pays hôte du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau, a souligné le rôle de leadership que l'APWF et la région Asie-Pacifique devront jouer lors du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau en Corée afin d'assurer la continuité et les progrès réalisés en termes de solutions pour assurer la sécurité en eau pour tous.



Des progrès importants en Europe pour la coopération internationale et la gestion des bassins versants

Le processus régional Europe a mis en avant des chiffres remarquables : plus de 100 organisations du continent européen ont été impliquées dans la préparation tandis que plus de 150 experts et invités de haut niveau, tels que des ministres et des commissaires européens, ont apporté leur pierre à l'édifice au cours de 13 sessions. Ces sessions ont couvert une variété de sujets, notamment l'eau et les activités économiques (navigation intérieure, agriculture, énergie), la restauration des écosystèmes, la coopération internationale (coopération transfrontalière, soutien régional aux pays non membres de l'UE et coopération décentralisée), le financement et la gestion, la science et la technologie, et enfin la justice sociale et la gouvernance. Des engagements concrets ont vu le jour avant et pendant la semaine du Forum. Par exemple, le Parlement Européen, dans sa résolution du 15 mars, a explicitement appelé ses États membres à adopter des mesures encourageant les gestionnaires de services d'eau et d'assainissement à allouer jusqu'à 1% de leurs revenus prélevés auprès des utilisateurs pour mettre en place des activités solidaires dans le domaine, avec pour objectif un financement pour tous.

Synergie des solutions pour la région Méditerranée

Le processus intercontinental méditerranéen a abordé quatre priorités en lien avec :

- **La gestion de la demande en eau** : Les options politiques devront être élaborées au moyen de séminaires parmi les décideurs. Une utilisation optimale de différents outils techniques et politiques de gestion de la demande en eau devra être démontrée ;
- **Les ressources en eau non conventionnelles** : un groupe d'experts sur les ressources en eau non conventionnelles sera créé afin de mettre en place un cadre permettant de promouvoir les bonnes pratiques ;
- **La gouvernance de l'eau** : le groupe de travail ad-hoc sur la gouvernance sera renforcé et élargi, en cohérence avec le cadre politique existant ;
- **L'assainissement urbain et industriel** :
 - un observatoire méditerranéen de recouvrement des coûts des services hydriques et d'assainissement a été créé afin de fournir un cadre institutionnel et réglementaire pour la facturation et le recouvrement sur les sources de revenus ;
 - et pour atteindre l'objectif Horizon 2020, viser 50% de traitement des eaux usées industrielles.

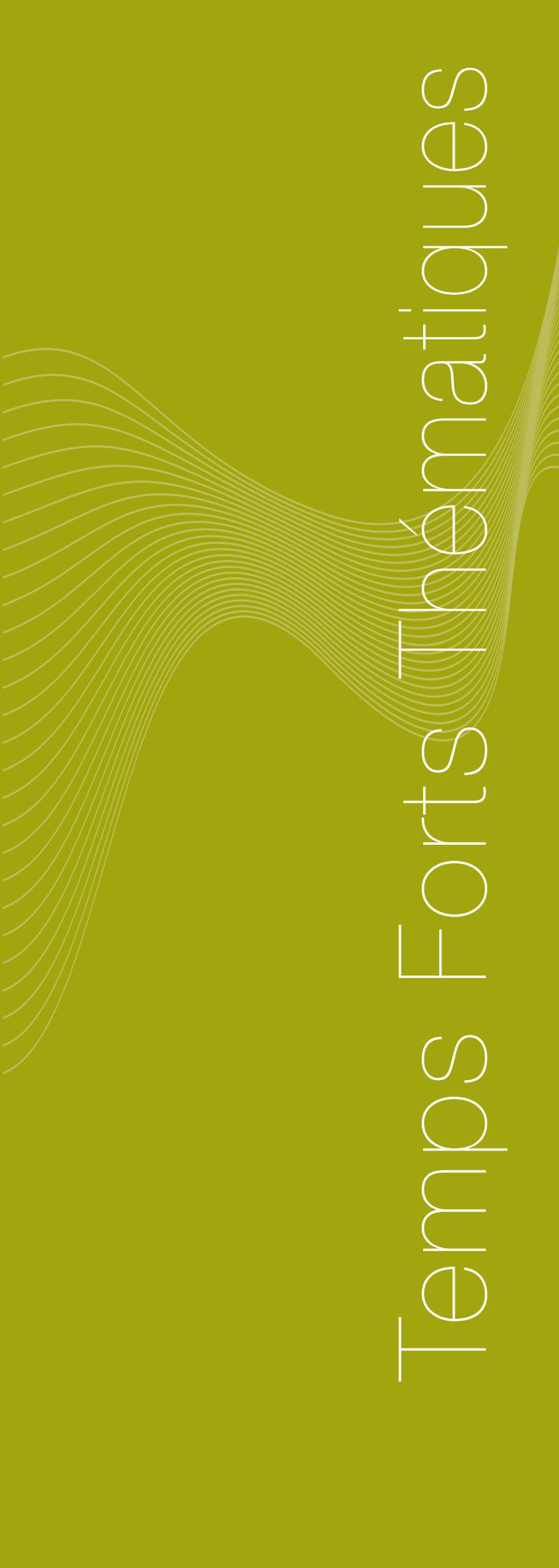
Vers la mise en place de la stratégie ministérielle des Pays Arabes pour la sécurité en eau

Le processus intercontinental Arabe, dans un contexte de changements politiques importants au cours du « Printemps Arabe », a identifié ses priorités dans l'efficacité de l'utilisation de l'eau, la sécurité en eau pour tous les secteurs, une utilisation des ressources en eau non conventionnelles, la gestion des eaux transfrontalières et les politiques d'adaptation au changement climatique. La région Arabe s'est engagée à adopter :

- « La convention sur les ressources en eau souterraines partagées dans la région arabe » du Conseil ministériel pour l'Eau et qui sera ratifiée par les pays arabes avant 2015,
- Et à appliquer le Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau adopté par le Conseil ministériel pour l'Eau en partenariat avec les institutions arabes, régionales et internationales.

L'initiative régionale pour l'évaluation de l'impact du changement climatique sur les ressources en eau et la vulnérabilité socio-économique de la région a été réaffirmée, de même que l'application des Objectifs du Millénaire pour le Développement en lien avec l'eau et l'assainissement d'ici à 2015.





Temps Forts Thématisques

Temps forts du Processus Thématique

Accélérer l'application durable du droit à l'eau sur le terrain

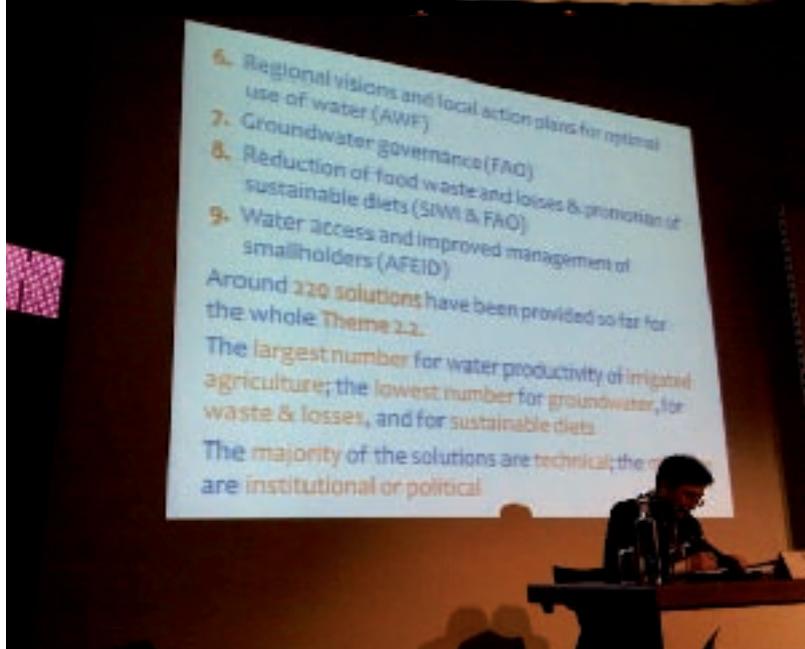
De la rapporteuse spéciale des Nations unies aux ministres, techniciens et utilisateurs, tous les participants ont demandé à ce que le droit à l'eau soit traduit en politiques nationales qui prennent en compte toutes ces dimensions, avec des indicateurs et des échéanciers précis. Afin de se rapprocher d'un accès universel et durable pour les zones urbaines et rurales, les parties prenantes doivent établir des partenariats de long terme et encourager les solutions techniques, de gestion et de financements adéquates. Des responsabilités financières doivent être confiées aux acteurs locaux afin d'améliorer la gouvernance et de générer des ressources supplémentaires. Ces responsabilités doivent être accompagnées d'une répartition claire des rôles de chacun et d'un renforcement des capacités, de la réglementation et du suivi-évaluation. Le suivi des performances doit être effectué dans un souci de transparence, de durabilité et d'impact concret. Nous avons besoin de nouveaux objectifs mondiaux mesurables qui prennent en compte tous les aspects du Droit à l'Eau et qui soient liés aux indicateurs nationaux et locaux afin de contribuer à sa mise en œuvre progressive et efficace. Les partenaires se sont engagés à renforcer le rôle et le financement des autorités locales, à soutenir des solutions durables comme l'auto-approvisionnement ou les approches de gestion communautaire et à porter ce thème jusqu'au prochain Forum Mondial de l'Eau.

Faire de l'assainissement intégré une priorité de santé publique et de développement durable au niveau local et national

Le Forum a mis en lumière les enjeux de l'assainissement et a mobilisé les acteurs autour d'une triple approche : d'abord, l'application du droit humain à l'assainissement notamment dans ses dimensions d'équité et d'accès avec une attention particulière portée aux femmes et aux handicapés ; deuxièmement, l'intégration et le suivi des services tout au long de la chaîne d'assainissement afin d'améliorer les résultats et boucler la boucle d'un assainissement qui favorise la santé publique, la croissance verte et la conservation de l'environnement ; troisièmement, le développement de stratégies et d'une planification coordonnées, d'investissements adéquats et le renforcement des capacités des parties prenantes. Les intervenants ont également souligné les liens étroits entre l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé ainsi que les bénéfices mutuels à investir dans un assainissement durable afin de réduire la contamination et les maladies liées à l'eau, en accord avec les conclusions des sessions eau et santé. Des engagements ont été pris pour s'assurer que cet élan perdurera après Marseille, pour consolider et étendre le partenariat entre les parties prenantes et accélérer la mise en œuvre de solutions intégrées d'assainissement.

Prévenir et répondre aux risques et crises liés à l'eau

Dans un contexte d'augmentation des risques et des dommages liés aux catastrophes naturelles à l'échelle mondiale, les participants ont analysé les principaux problèmes devant figurer à l'agenda international. Ils ont ainsi rappelé trois principes fondamentaux. D'abord, le principe de prévention défini par le Cadre d'Action de Hyogo (HFA) constitue la pierre angulaire de l'émergence d'une culture de prévention du risque et renforce les politiques d'amélioration de la résilience des personnes et des économies en réduisant exposition et vulnérabilité. Les approches d'atténuation et de réponse humanitaires, basées sur la mobilisation des infrastructures nationales, l'expertise technique, la coopération et la mobilisation des financements, ont également été mises en avant. Des recommandations ont été formulées afin de soutenir l'application du HFA dans les pays à risque, d'améliorer la coordination opérationnelle des parties prenantes lors de situations d'urgence, de permettre un financement plus conséquent des programmes de relèvement ainsi qu'une meilleure transition entre l'aide humanitaire et le développement.



Utilisation intelligente de nos ressources

Il a été mis en avant que la création de conditions favorables au développement et à une utilisation efficace et durable des ressources dans un contexte de forte croissance démographique, de demande alimentaire accrue, d'expansion urbaine et industrielle gourmande en eau et d'adaptation au changement climatique (grâce à des partenariats entre les développeurs et les utilisateurs) passe par le partage de connaissances et l'éducation au développement.

Les participants ont activement cherché à concevoir un cadre de travail approprié et ont souligné que toutes les parties prenantes ainsi que la faune et la flore devaient être prises en compte dans les plans de GIRE. L'importance d'établir des bases de dialogue entre les utilisateurs pour réussir à formuler ensemble les questions et les problèmes et à optimiser l'utilisation des données disponibles a été réitérée. Les discussions ont rappelé la nécessité de créer un recueil de bonnes pratiques sur la qualité de l'eau (une vision globale et nationale des cadres de référence sur la qualité de l'eau) afin que les pays puissent améliorer leurs normes nationales notamment dans le domaine de l'irrigation. Alors que certains engagements sur la planification de la GIRE ont été formulés au cours de la semaine de Forum, les participants se sont également engagés à travailler sur les indicateurs de performance, les expériences pilotes et la transparence des données, en vue de la tenue du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau en Corée du Sud.

Assurer la sécurité alimentaire grâce une utilisation optimale de l'eau

La demande céréalière augmentera de **70-100%** au cours des 25-30 prochaines années et rendra nécessaire la mise en place de solutions provenant du secteur de l'agriculture et du secteur de l'eau. En ce qui concerne l'eau, tous les types de stockage ont un rôle à jouer (réservoirs, sols, etc.) pour empêcher un retour de bâton découlant d'un usage excessif des barrages. Outre les technologies, des processus de négociation (ex: contrats de nappe) impliquant toutes les parties prenantes sont cruciaux pour gérer les situations de surexploitation. Alors que la surconsommation se traduira par une augmentation des prix, il est important d'insister sur la valeur des denrées et de définir précisément ce qu'il peut être demandé aux personnes de payer (accessibilité de la ressource). Les discussions se sont concentrées sur la disponibilité, l'accès, la qualité, l'innovation ainsi que sur l'augmentation des investissements dans le capital social et l'agriculture. L'approche dite « douce » - éducation des enfants, sensibilisation des utilisateurs, des professionnels, etc. - a été préférée à l'approche tarifaire. Enfin, pour arriver à alimenter en eau **50%** du paysage agricole par irrigation et **20%** par système de drainage **d'ici à 2035**, il conviendra d'avoir « une coopération continue et un plan d'action pour assurer la sécurité alimentaire d'ici au 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau », ainsi que l'a formulé le Président de la Commission Internationale sur l'Irrigation et le Drainage (ICID). La prochaine Semaine Mondiale de l'Eau (Stockholm) sera l'occasion de travailler sur les triples défis urbains : chaîne d'approvisionnement, régime alimentaire, gaspillage des denrées alimentaires.

Contribution à la coopération et à la paix par l'eau

L'amélioration du cadre institutionnel et juridique ainsi que l'exploration de solutions multidimensionnelles, comme la gouvernance à plusieurs niveaux, est une nécessité afin de contribuer à la coopération et à la paix dans la **gestion transfrontalière de l'eau**. Plusieurs engagements importants ont été formulés à cet égard: établissement de comités interministériels et de consultations régionales, mais également l'engagement du Fonds pour l'Environnement Mondial de doubler le soutien aux institutions bénéficiaires d'ici à 2014 et d'aider à la gestion de bassins et de zones aquifères transfrontaliers de manière encore plus efficace. De plus, les 6 agences de l'eau françaises s'engagent à octroyer 1% de leurs ressources financières pérennes pour des actions de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. En 2015, 20 millions d'euros seront mobilisés annuellement au moyen de ce mécanisme afin de promouvoir des solutions au niveau mondial.



Harmonie entre eau et énergie

Au cours de la semaine du Forum, le Directeur Général français pour le Climat et l'Énergie s'est engagé à augmenter de **23%** la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, à augmenter de **27%** la part des énergies renouvelables dans la production électrique et à s'assurer que **66%** des ressources hydriques soient conformes au bon état écologique d'ici à 2015. Le Conseil Mondial de l'Énergie (WEC) et le Conseil mondial de l'eau se sont engagés à promouvoir ensemble une plus grande efficacité énergétique dans la gestion de l'eau, à améliorer l'utilisation de l'énergie dans le domaine de l'eau et à faciliter le dialogue inter-secteur. Le Ministère Norvégien du Pétrole et de l'Énergie s'est engagé à lancer un réseau de décideurs pour travailler à une harmonisation des politiques de l'Eau et de l'Énergie tandis que le Tadjikistan, le Rwanda et la France entendent y participer. Il convient de mentionner la présence de la plupart des industries pétrolières et gazières, comme Shell et EDF, et de leur association professionnelle, l'APIECA, pour la première fois lors d'un Forum Mondial de l'Eau. Les participants ont souligné la trop fréquente sous-évaluation de l'impact du comportement du consommateur et de la conception de bâtiments/villes énergétiquement efficaces dans la mise en œuvre d'un développement équilibré eau/énergie. Dans ce contexte, seul un dialogue entre les acteurs concernés permettra de mettre en place des indicateurs adéquats – définis à l'échelle du bassin – afin d'évaluer les impacts de l'énergie sur l'eau et de l'eau sur l'énergie et d'aider ainsi les décideurs. Enfin, le lien inextricable avec les problèmes de sécurité alimentaire lorsque les problèmes d'eau / énergie sont évoqués continue de s'imposer de plus en plus.

Pas de nature, pas d'eau, pas de croissance

Le Gouvernement coréen et le Conseil mondial de l'eau continueront à travailler ensemble sur l'eau et la croissance verte en collaboration avec de nouveaux partenaires en 2012, pour Rio+20 notamment, et au-delà. Le Conseil mondial de l'eau, K-water, PNUE, UN-Water et l'OCDE ont accepté de travailler ensemble en 2012 pour tenter d'atteindre l'objectif fixé en termes de croissance verte. Du côté des entreprises, la nécessité de passer de la responsabilité sociale à l'investissement social et de reconnaître clairement le rôle du secteur privé dans la réponse à la croissance verte et aux défis liés à l'eau a été souligné. Investir dans la nature doit devenir la norme : quel rôle l'infrastructure naturelle peut-elle jouer dans la croissance verte ? Les outils d'évaluation permettent aux parties prenantes de négocier en cas de conflit d'intérêts. Ces outils sont nécessaires aux décideurs qui ont aussi besoin d'innovations en termes techniques, financiers et sociaux, notamment en ce qui concerne la façon dont les parties prenantes interagissent pour aller vers des systèmes d'eau et d'assainissements durables. Chacun doit prendre ses responsabilités à son échelle. Une politique cohérente, nécessaire pour une transition vers une croissance verte, doit inclure un volet social – équité, y compris entre hommes et femmes – et une implication des parties prenantes. La portée de « l'économie de l'eau » doit être étendue aux pays en développement. Bien que des pays développés comme la Corée partagent les enseignements tirés avec les pays en développement, les impacts sanitaires et économiques d'une absence d'investissement dans l'assainissement, malgré les importants retours sur investissement, persistent.

Adaptation au changement climatique et mondial dans un monde urbanisé

Face aux défis de plus en plus complexes que fait peser le changement climatique sur le secteur de l'eau, un large éventail de participants a réaffirmé la nécessité de disposer d'un portefeuille de solutions diversifiées ainsi que d'une coopération accrue entre disciplines et niveaux d'intervention. Cela comprenait notamment une feuille de route et un plan d'action afin d'assurer que l'eau soit pleinement intégrée en tant que ressource transversale dans l'agenda et les mécanismes de la CCNUCC. En outre, les organisations porteuses du thème se sont engagées à créer un groupe de travail international et à établir des réseaux de connaissances et d'appui technique concernant le développement d'outils d'aide à la décision pour la gestion résiliente de l'eau à tous les niveaux. Une attention particulière a été apportée à la sécurité hydrique urbaine, laquelle a conduit à la présentation et à la promotion de stratégies, de pratiques et de partenariats efficaces concernant l'évaluation des risques dans le domaine de la planification et des infrastructures urbaines.

Aborder la crise de la gouvernance de l'eau

Dans un effort visant à régler les problèmes de la gouvernance de l'eau, un certain nombre de principes directeurs ont émergé des sessions et débats organisés au cours de la semaine. Notamment :

- Développer des outils de diagnostic précoce afin d'identifier les problèmes de gouvernance suffisamment en amont de la prise de décision ;
- Adopter des mécanismes de participation, de consultation et de coordination entre les parties prenantes à tous les niveaux ;
- Renforcer le cadre institutionnel de la gouvernance de l'eau à tous les niveaux, y compris la réglementation ;
- Améliorer la GIRE sur la base des cadres nationaux et du principe de gestion par bassin hydrographique ;
- Cartographier les éventuels risques de corruption, publier des données et des informations sur les budgets et les investissements nécessaires ;
- Renforcer l'intégrité, la transparence et la responsabilité grâce à la mise en œuvre de réformes des politiques nationales et locales de l'eau.

Pour soutenir ces recommandations, un réseau mondial de la Gouvernance de l'Eau a été officiellement créé sous l'égide de l'OCDE, fournissant ainsi un mécanisme adéquat à même de poursuivre et démultiplier les efforts entrepris à Marseille.

Financement de l'eau pour tous

Assurer un financement suffisant permettant d'atteindre les objectifs définis en matière d'accès à une eau saine et à l'assainissement pour tous est crucial. Dans ce contexte, une importante communauté de parties prenantes a conclu que les plans d'investissement devaient refléter les ressources financières disponibles, que les coûts devaient être couverts grâce à une combinaison équilibrée des 3T (tarifs, taxes, transferts) et que le droit à l'eau ne peut être effectif sans un recouvrement soutenable des coûts. La nécessité de lever de nouveaux fonds grâce à des mécanismes innovants de financement tels que les Mécanismes Décentralisés de Solidarité (MDS) a été soulignée. Cet appel à la mobilisation a été soutenu par le lancement officiel du Mécanisme Global de Solidarité pour l'eau du PNUD, lequel vise à étendre et à promouvoir les mécanismes globaux existant au profit du secteur de l'eau et de l'assainissement. Plusieurs engagements ont été formulés par des partenaires internationaux dans le sens d'une plus grande prise en compte de la planification financière stratégique au sein des politiques de l'eau, du financement de mesures d'accompagnement ("soft") afin d'améliorer la capacité d'absorption et renforcer la fourniture de service d'eau et d'assainissement ainsi que l'accroissement du financement de solutions pro-pauvres et adaptées aux situations et capacités locales.

Racines & Citoyenneté



3 500 ONG et représentants
de la société civile

200 projets conçus
par la société civile
50 cofinancés

Plus de **2 600** jeunes



Les initiatives « Racines & Citoyenneté » ont été créées afin de sensibiliser l'opinion publique aux liens entre femmes, jeunes, ONG... et l'eau ; pour incorporer une approche de la société civile aux politiques et projets ; également pour assurer leur implication et leur contribution tout au long du processus du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Processus des Jeunes

Un processus ouvert à tous les jeunes a eu lieu pendant le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau et a permis d'identifier **trois piliers complémentaires - éducation, dépassement des frontières et innovation** comme étant pertinents pour tous les jeunes et pour lesquels l'action de la jeunesse peut avoir un impact durable, direct et visible. Les Jeunes se sont engagés à traduire ces piliers en actions concrètes au moyen d'un **réseau inclusif de jeunes**. Lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, l'UNESCO-IHE et le Forum Coréen de l'Eau ont officiellement apporté leur soutien à cette initiative. Les participants au Forum ont unanimement reconnu l'importance et la qualité de la participation des jeunes, que cela soit lors de sessions spécifiques ou lors de leurs interventions dans des sessions techniques. Pendant du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, de nombreuses initiatives ont permis de poser les bases de ce réseau : via le programme de jeunes chercheurs, le Parlement Mondial des Jeunes sur l'Eau, la vidéoconférence (en collaboration avec l'Ambassade de l'Eau)... Les jeunes se sont rassemblés, ont échangé et produit un **document unique résumant leur action et leurs projets pour l'avenir : la vision des jeunes sur l'Eau**.

Initiative des Femmes

Le 14 mars, sur scène, les Femmes et les Hommes, vêtus de leurs costumes traditionnels, ont présenté 9 messages et solutions provenant d'une conférence préparatoire de 2 jours, au cours de laquelle trois thèmes avaient été abordés et développés : **le rôle des femmes en matière de sécurité alimentaire et hydrique, l'approvisionnement communautaire en eau, et l'eau, la paix et la sécurité**. Les messages finaux soulignent l'importance de promouvoir une approche basée sur les besoins, la capacité de développement des femmes et la gestion au niveau local et de la communauté. Avec le partenariat de Women for Water Partnership, des représentants de la société civile et d'autres parties prenantes, ministres ougandais et sud-africains, le Vice-président de l'USAID ainsi que Famke Janssen, célèbre actrice et Ambassadrice de l'Eau pour la Croix Verte, se sont engagés à être des partenaires pour atteindre l'objectif d'une sécurité alimentaire et hydrique pour tous et pour mettre en place des solutions concrètes élaborées durant le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Ils travailleront également à la déclaration d'une **Journée internationale des Femmes et de l'Eau**. Le Katosi Women Development Trust a remporté le Grand Prix Mondial de l'Eau de Kyoto grâce à des projets menés par des femmes ougandaises en zone rurale.

De l'éthique en toute chose !

Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Marseille souhaitait apporter une réponse positive aux demandes provenant de différentes parties prenantes de la communauté de l'eau et concernant l'éthique, encourageant ainsi l'appropriation individuelle et collective des problèmes, une compréhension mutuelle et enfin contribuant à la recherche de solutions pertinentes et durables. La nouvelle Initiative Culture et Ethique pour l'Eau a présenté, par la voix de son groupe de travail, une lecture intéressante intégrant une dimension spirituelle, culturelle et éthique du débat sur l'eau. Ainsi, le groupe de travail a lancé un **appel à la reconnaissance des valeurs et principes spirituels et éthiques et leur prise en compte dans le processus décisionnel dans le secteur de l'eau**.



A cette fin, il a été proposé d'élargir son réseau et de continuer la réflexion jusqu'au 7^{ème} Forum de Corée en 2015 où seront présentés un plan d'action ainsi que des recommandations, comme, notamment, la création d'un **Conseil Ethique de l'Eau**.

Le groupe de travail s'est engagé à appliquer de façon concrète ces valeurs et principes sur la base de toutes les disciplines et écoles de pensée y compris les sciences, le droit, la philosophie et la religion ainsi que les connaissances traditionnelles des cultures indigènes. En effet, **un appel a été lancé pour la création d'un Forum Mondial de l'Eau dédié aux peuples Indigènes** afin de faire face aux défis liés à l'eau dans le monde et de créer un réseau diversifié de connaissances indigènes qui intègre des approches multidisciplinaires de l'eau et de la paix.

Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau : un processus inclusif sur la voie d'une approche intégrée de l'expertise et du savoir-faire des ONG.

Les ONG et associations de la société civile ont pris part au processus préparatoire du Forum, tant dans les groupes de travail thématiques, régionaux et même politiques, y compris les phases de préparation de la Déclaration Ministérielle. Cette approche intégrée, renforcée par un appel à la labellisation et au co-financement de projets afin de renforcer la sensibilisation aux problèmes liés à l'eau, a permis de mettre au jour nombre d'initiatives de la part de plusieurs groupes de la société civile et présentées avant et pendant la semaine de Forum : des sessions thématiques spécifiques, des conférences de presse, des événements, des espaces dédiés à la présentation d'activités et au dialogue multipartite.

Deux messages-clés ont été délivrés lors de la présentation des engagements le 16 mars, par un collectif très actif de plus de 80 ONG du monde entier appelé « Effet Papillon », créé spécifiquement afin de tenter de fédérer la société civile internationale et être force de propositions pour ce Forum :

- **L'importance de conserver une approche intégrée de la société civile dans le dialogue multi-acteurs comme celle d'intégrer une approche par les Droits de l'Homme ;**
- **En particulier pour la question de l'eau et de l'assainissement.**

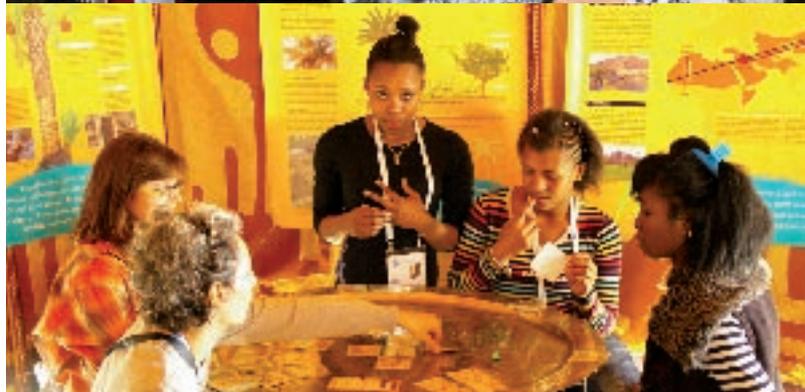
Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau a également été le « théâtre » de près de 200 projets présentés au sein de et à l'extérieur du Parc Chanot par la société civile ainsi que de nombreux événements culturels et artistiques. La cérémonie d'ouverture du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau a débuté par la prestation d'un chœur de **320** enfants dirigé par l'association «Marseille Rêve». Ce fut un moment très émouvant pour tous les participants.

Un programme très riche en événements sociaux a été présenté tout au long de la semaine :

- Le ballet « **H2O - Mémoire de l'Eau** » pour la soirée inaugurale, un mélange original de danse contemporaine et d'un groupe de break-dancers de Tanger ;
- La présentation, mardi 13, de «**La Soif du Monde**», le nouveau film réalisé par Yann Arthus Bertrand ;
- Une conférence sur « **L'Eau, l'Humain et le Sacré** » avec 2 personnalités – Michel Camdessus (ancien directeur du FMI) et Jean-Marc Aveline (Directeur de l'Institut Catholique Méditerranéen) a rencontré un franc succès avec plus de 800 participants ;
- Un débat très animé avec le public, samedi 17, sur le film du journaliste français Bernard de la Villardière, basé sur des projets de terrain menés avec l'ONG « Action Contre la Faim ».

A Marseille et dans sa région, nombre d'expositions, sculptures, vidéos, peintures et photos, ont été présentées afin de montrer au grand public l'eau sous toutes ses facettes.

Huit visites techniques ont été organisées pour mettre en avant l'expertise et le savoir-faire des acteurs provençaux dans le domaine de l'eau.



Exposition Événements Parallèles



*120 événements parallèles
sous l'égide d'organisations
venant de 33 pays*



Evénements parallèles : Refléter le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau dans sa diversité

Quelques **120** événements parallèles ont été organisés au cours du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Des personnalités de haut niveau, des chefs d'Etat et des ministres, des commissaires, des organisations internationales, des entreprises et des ONG ont mis un point d'honneur à y assister. Ouverts à tous les participants, ils étaient l'occasion pour chacun de discuter librement de problèmes, en complément de ceux abordés lors des sessions du Forum. Ils ont été une plateforme unique pour présenter les derniers projets et les dernières activités de leurs organisateurs, pour développer des solutions prometteuses, pour approfondir des accords ou simplement pour interagir avec d'autres participants dans une atmosphère conviviale.

Un quart des événements parallèles a été organisé par des organismes français tandis que les trois quarts ont été organisés par des organisations provenant de **32** pays. Toutes les catégories de parties prenantes, de toutes les régions du monde, étaient représentées.

Outre ceux organisés par le secteur privé, près de **40** événements parallèles – soit un tiers – ont été organisés par des représentants de la société civile et des ONG.

La programmation de ces événements, « *side-events* », était d'une très grande diversité. Citons par exemple l'événement organisé par la Communauté Urbaine et la Mairie de Bordeaux concernant l'égalité entre hommes et femmes en termes de ressources en eau, mais aussi les conférences de l'Agence Européenne de l'Environnement, du réseau EA d'éco-entreprises, du WWF ...



Exposition : 16 000 visiteurs à l'Exposition du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau

L'Exposition du Forum a rassemblé sur une surface de plus de 8 000 m² un total de **143** pavillons et stands dédiés à l'eau, à ses services, sa filière, ses hommes et femmes et à ses infrastructures.

Parmi eux : plus de **40** pays ou collectivités territoriales représentés ; plus de **60** entreprises publiques, privées, instituts de recherche, universitaires ; et près de **40** organisations intergouvernementales, institutions internationales, ONG, associations de la société civile, à but non lucratif.

Le Pavillon français ainsi qu'un grand nombre d'exposants ont offert un riche programme en termes de conférences, ateliers, projections et débats.

Les ONG, à l'instar de Effet Papillon, ACF, Rotary, WWF, Women for Water Partnership, ont présenté des projets en lien avec l'accès à l'eau et à la préservation de l'eau. Elles ont également lancé des appels à l'action et des pétitions. Le Pavillon brésilien avait également organisé une session sur l'égalité entre hommes et femmes lors du Forum. De nombreuses organisations internationales et agences des Nations unies ont présenté de nouveaux rapports, études et publications.







12 > 17 mars 2012
MARSEILLE - FRANCE

TEMPS DES SOLUTIONS

International Forum Committee secretariat
11, La Canebière
13001 Marseille - France

www.worldwaterforum6.org
www.solutionsforwater.org



L'Etat Français, représenté par le Ministère chargé de l'Environnement
et le Ministère des Affaires étrangères et européennes



Ville de Marseille



Conseil Mondial de l'Eau



Office national de l'eau et des milieux aquatiques



Fédération professionnelle des entreprises de l'eau



Agence française de développement



Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur



Conseil général des Bouches-du-Rhône



Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole



Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence



Eau Vive association – Coalition Eau

Juin 2012

Département Communication, Comité International du Forum
Kadence communication

Photos : Christophe Taamourte, Raymond Galatayud, Alain Lassus, Jean-Marie Huron, Sigrid Sauerzapfe



Imprimé sur papier 100% recyclé avec des encres végétales. Merci de recycler !

Pour un Forum éco-responsable, le secrétariat du 6ème Forum a privilégié les outils digitaux, disponibles sur Internet. Les rapports, les présentations et autres documents des sessions et événements du Forum sont disponibles en ligne : www.worldwaterforum6.org